

France: le gouvernement lance l'assaut contre les immigrés.

Par Antoine Lerougetel and Pierre Mabut, 29 Avril 2006

Une manifestation à l'appel d'une large alliance d'organisations antiracistes se tient aujourd'hui à Paris, à 14heures, au départ de la Place de la République

Le gouvernement français a lancé une offensive raciste majeure contre les immigrés. Malgré l'envergure et la ténacité du mouvement de protestation contre le CPE (Contrat première embauche, donnant aux employeurs le droit de licencier à volonté les jeunes travailleurs), qui s'est poursuivi tout le mois de février, mars et une bonne partie du mois d'avril et a vu jusque trois millions d'étudiants, de lycéens et de travailleurs descendre dans la rue lors des journées d'action, le gouvernement poursuit, avec le projet de loi sur l'immigration, son programme de lois réactionnaires. Ce projet de loi, qui va accroître considérablement la précarité sociale et dans le travail des immigrés, doit être présenté au parlement le 2 mai comme prévu sans aucune perturbation dans le calendrier parlementaire.

Le projet de loi sur l'immigration présenté par le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, a pour objet de criminaliser plus encore les immigrés en favorisant ce qu'il nomme «l'immigration choisie» plutôt que l'actuelle «immigration subie». L'attribution automatique du droit de résidence aux immigrés qui vivent en France depuis dix ans sera supprimée.

Le droit au regroupement familial sera sérieusement réduit. Les familles légalement établies en France devront prouver qu'elles sont en mesure de subvenir de façon adéquate aux besoins des leurs, lesquels devront passer avec succès un test d'«intégration républicaine dans la société française», formulé ouverte à toutes sortes d'interprétations arbitraires par les bureaucraties de l'Etat. Des Français épousant des ressortissants extérieurs à l'Union européenne ne conféreront plus à leur conjoint le droit de résidence et les conjoints devront retourner dans leur pays d'origine pour obtenir un visa de long séjour une fois prouvé aux autorités françaises la validité du mariage. Cette disposition coûteuse s'avérera souvent dangereuse du fait de la situation politique de bien des pays.

Les cartes de séjour temporaires, en général valides un an, seront supprimées si l'employeur licencie son employé. Des titres de séjour de trois ans baptisés «compétences et talents» ne seront accordés qu'aux personnes «susceptibles de participer au développement de l'économie française ou au rayonnement de la France dans le monde».

Cette initiative, qui va tout à fait dans le sens de la politique d'immigration de l'Union européenne «Forteresse Europe», et qui est responsable chaque année de la mort de milliers d'immigrants tentant d'atteindre l'Europe par des voies clandestines, notamment à partir de l'Afrique, fera d'un grand nombre de personnes des sans papiers et les exposera aux expulsions dont Sarkozy a pour objectif de maintenir le chiffre à 25 000 par an.

Comme ce fut le cas avec la campagne et la loi contre le port du voile islamique dans les établissements scolaires publics et les déclarations absurdes de ministres du gouvernement selon lesquelles un élément significatif de la révolte des cités de l'automne dernier était les enfants de familles africaines polygames, le gouvernement attise le racisme pour faire diversion sur la désintégration sociale qui s'est installée en France ces 30 dernières années et pour dissimuler les attaques toujours plus poussées contre les travailleurs et les droits sociaux.

Dans un discours du 22 avril devant 2 000 nouveaux adhérents de l'UMP (Union pour un mouvement populaire), Sarkozy a lancé un appel sans équivoque aux électeurs d'extrême droite. Il lança l'avertissement suivant aux immigrés: «si certains se sentent gênés d'être en France (...), qu'ils ne se gênent pas pour quitter un pays qu'ils n'aiment pas... On ne peut pas demander à un pays de changer ses lois, ses habitudes, ses coutumes simplement parce qu'elles ne plaisent pas à une toute petite minorité. Nous en avons plus qu'assez de devoir en permanence avoir le sentiment de s'excuser d'être Français».

Il ne visait pas seulement les sympathisants du Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen et le Mouvement pour la France (MPF) xénophobe de Philippe de Villiers, mais aussi des électeurs de gauche désorientés, victimes de décennies de chômage et de désintégration sociale sous des gouvernements successifs de gauche comme de droite, notamment dans les anciens bastions des partis communiste et socialiste des régions industrialisées de France. «Je veux aussi m'adresser à la gauche populaire, à tous ces gens qui ont cru au Parti communiste», et de poursuivre, «un certain nombre d'hommes et de femmes de la gauche peuvent se dire qu'avec nous, ça va changer».

Philippe de Villiers donne le ton pour sa candidature à l'élection présidentielle en attisant le climat de peur et de haine de l'Islam. Dans un livre, qu'il publie cette semaine, intitulé «Les Mosquées de Roissy», il entend stigmatiser tous les musulmans en les traitant de terroristes. Le journal *Le Monde* cite ses propos à la radio dimanche dernier, «L'Islam n'est pas compatible avec la République. La présence islamiste n'est pas marginale mais réelle, profonde et dangereuse».

Le dirigeant du Parti socialiste, François Hollande a réagi à ces ordures racistes par son patriotisme à lui en déclarant, que «la droite n'a pas le monopole de l'amour de la France». En effet le site Internet du Parti socialiste ne présente pas de critique détaillée du projet de loi de Sarkozy. Les brefs commentaires affichés insistent sur le fait que le Parti socialiste est mieux à même de contrôler l'immigration que l'actuel gouvernement. Il propose «une nouvelle législation sur l'immigration cohérente,

efficace et respectueuse des intérêts de notre pays comme ceux des pays d'où viennent ces immigrés».

Les gouvernements successifs de gauche depuis 1981, soutenus par le Parti communiste, ont pratiqué le contrôle de l'immigration et la chasse aux immigrés clandestins. Toutes les critiques du projet de loi actuel sur l'immigration faites à présent par les partis de gauche ne peuvent masquer leur complicité dans le maintien au pouvoir du gouvernement et dans la possibilité donnée à Sarkozy de renouveler son offensive raciste pour diviser la classe ouvrière dans la préparation d'attaques plus profondes visant à accroître la compétitivité des grandes entreprises françaises et européennes dans l'arène internationale.

Il y a de cela moins d'un mois, le gouvernement de Villepin et Sarkozy était assiégié par un mouvement de masse d'étudiants, de lycéens et de travailleurs qui avait le potentiel de le renverser. Le fait qu'aujourd'hui ce gouvernement se sente suffisamment fort pour poursuivre quand même son programme de droite est de l'entièvre responsabilité des dirigeants des partis de gauche et des syndicats.

Alors que la Coordination nationale des étudiants, composée de représentants des universités et lycées en lutte, appelait les salariés et les syndicats à organiser la grève générale et à renverser le gouvernement, les syndicats et organisations étudiantes, unies dans l'*Intersyndicale* ont insisté pour limiter le mouvement à la question unique du retrait du CPE. En fait le CPE ne représentait qu'un élément d'un programme d'attaques contre la protection du travail, les droits sociaux et la législation anti-immigrée.

La même position a été adoptée par onze partis de la gauche, dont le Parti socialiste (PS), le Parti communiste (PC), les Verts et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), organisés dans le *Collectif riposte*. Ils n'ont jamais appelé à la démission du gouvernement, lui permettant ainsi à présent de continuer son programme de droite. Un document de la LCR résume l'attitude opportuniste de «la gauche» toute entière à l'égard du régime gaulliste: «une très large majorité de la DN [direction nationale de la LCR] a considéré que la perspective de dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections ne correspondait pas, aujourd'hui, à la phase actuelle du mouvement.»

En mai-juin 1968, le Parti communiste et le Parti socialiste ainsi que leurs sympathisants des bureaucraties syndicales s'étaient opposés à ce que le mouvement de masse des étudiants et salariés ne se développe en une offensive politique qui force le gouvernement de de Gaulle à partir et qui le remplace par un gouvernement de travailleurs. De Gaulle avait été en mesure de reprendre l'initiative et la classe ouvrière française avait subi encore pendant treize ans des gouvernements de droite.

Une fois de plus aujourd'hui, le gouvernement français, grâce

à l'*Intersyndicale* et au *Collectif riposte* a pu se maintenir au pouvoir après avoir été obligé de reculer temporairement face au mouvement de masse. Le président Chirac et le premier ministre Villepin, d'après les derniers sondages IFOP du 22 avril ont une cote de popularité de respectivement 29 pour cent et 24 pour cent, soit une chute de 10 et 13 points depuis le retrait officiel du CPE le 10 avril.

Néanmoins en acceptant la proposition du gouvernement de remplacer le CPE par des emplois assistés et des primes aux employeurs, et en acceptant l'invitation de Sarkozy à participer à des pourparlers avec le gouvernement et les patrons, les syndicats ont donné l'initiative aux forces les plus à droite du gouvernement, forces conduites par Sarkozy.

Sarkozy est le postulant le mieux placé pour la candidature UMP à l'élection présidentielle de l'an prochain et il expose son programme basé sur le racisme et la destruction de tous les acquis sociaux de la classe ouvrière. Cet homme qui orchestre à présent le dialogue avec les «partenaires sociaux», c'est-à-dire les syndicats et les employeurs, a pour intention de diviser les travailleurs sur la base du racisme.

La défense des immigrés et des droits sociaux et démocratiques pose la tâche urgente d'une nouvelle direction révolutionnaire qui se base sur un programme socialiste international. Le *World Socialist Web Site* est l'instrument fondamental pour la construction d'une telle nouvelle direction. Le WWS est la publication Internet du Comité international de la Quatrième Internationale, qui défend depuis des décennies le marxisme et l'héritage du mouvement trotskiste.

Le WWS soutient le droit des travailleurs à vivre, à travailler et à étudier dans le pays de leur choix, et à jouir pleinement des mêmes droits légaux que les gens du pays. Cela fait partie de la lutte contre l'assaut international sur les droits et niveaux de vie des travailleurs à l'époque de la mondialisation capitaliste. Cette lutte requiert le développement d'un mouvement de masse international de la classe ouvrière basé sur une perspective socialiste qui unisse les travailleurs de toutes nationalités, origines ethniques et religions.

Nous nous opposons à la guerre impérialiste et appelons au retrait immédiat d'Irak et d'Afghanistan de tous les soldats étrangers.

Les principales entreprises financières, industrielles et commerciales doivent devenir propriété publique et démocratique et être organisées sur des bases rationnelles et internationales de façon à éliminer la pauvreté et garantir des emplois stables et des conditions de vie décentes pour tous.

La classe ouvrière d'Europe doit s'unir contre la politique capitaliste de l'Union européenne sur la base de son propre programme, celui des Etats socialistes unis d'Europe.

Nous invitons tous les jeunes et les salariés à lire le WWS et à se joindre à la construction de sections du Comité international en France et dans toute l'Europe.

©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org>

La publication socialiste sur internet la plus lue

Pour contacter le WWS envoyez un email à : editor@wsws.org